

Le magazine du Monde

M

LA PLÉIADE

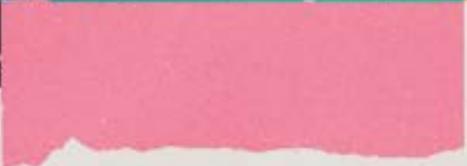
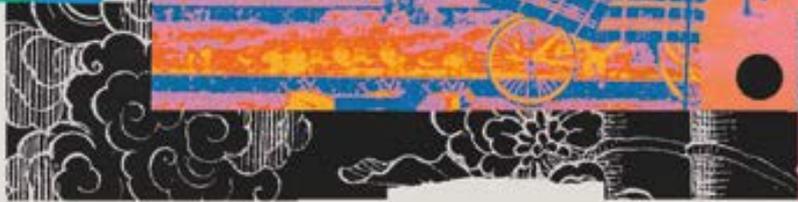
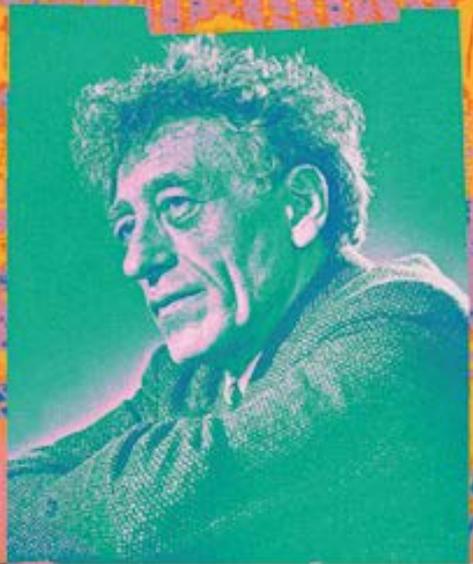
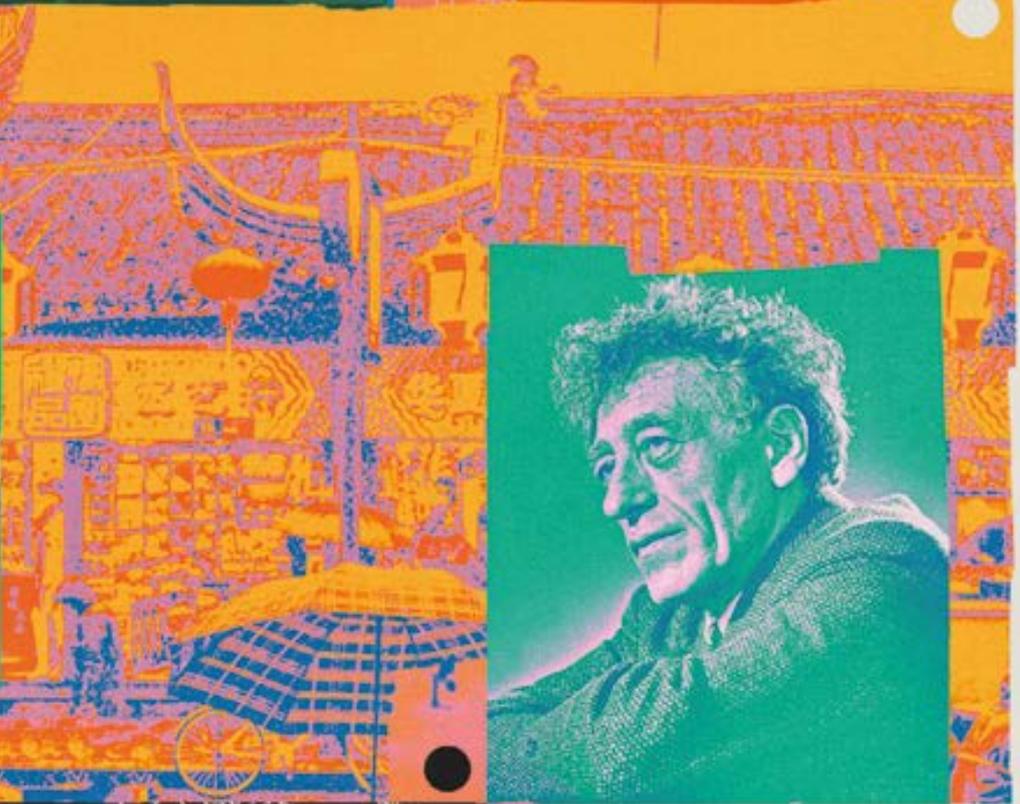
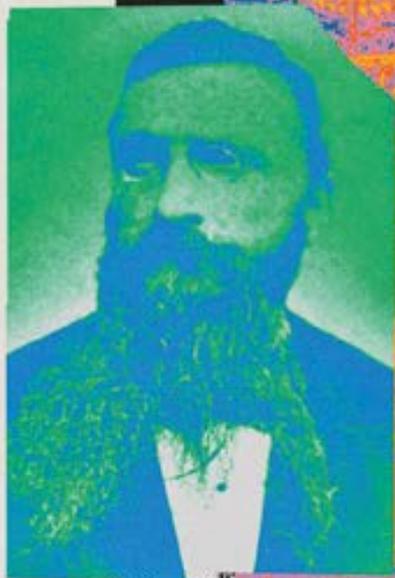
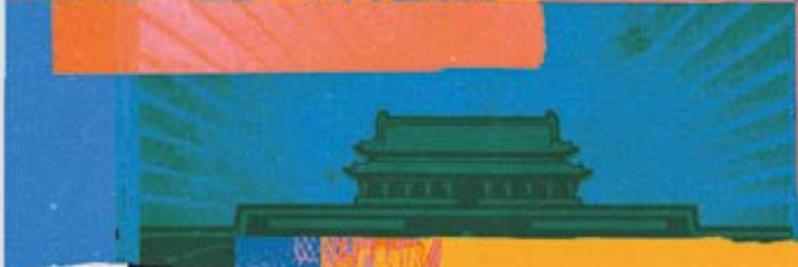
LA PLÉIADE

Les livres,
biens non essentiels ?

DENIS MOLLAT

Libraire redoutable
et patron redouté





LE MENU ÉTAIT TRÈS SIMPLE, rien à voir avec les pantagruéliques banquets officiels chinois. Il faut dire que l'hôte, Emmanuel Macron, avait passé la matinée à se régaler de viande de Salers et de vin du Languedoc à la Foire internationale des importations de Shanghai, en compagnie du président chinois, Xi Jinping. D'ailleurs, ce déjeuner, organisé le mardi 5 novembre 2019 au restaurant du Power Station of Art, une ancienne usine reconvertie en musée, n'avait rien de protocolaire. À quelques heures de l'inauguration de l'antenne du Centre Pompidou à Shanghai, le président français avait demandé à pouvoir déjeuner, en privé, avec une vingtaine d'artistes chinois. Emmanuel Macron avait sûrement en tête ce petit déjeuner resté dans l'histoire, lorsque, en 1988, François Mitterrand, en visite officielle à Prague, avait partagé le café et les croissants avec le dramaturge Vaclav Havel et d'autres intellectuels, opposants notoires. Mais ce jour-là, en guise de dissidents, le président s'est retrouvé entouré de stars. Parmi elles, l'artiste très bankable Zhang Huan, tout

de blanc vêtu, visage fermé de joueur de poker, dont les tableaux de cendre s'arrachent à prix d'or, le peintre franco-chinois Yan Pei-Ming, connu pour ses portraits géants en noir et blanc, l'actrice Gong Li, escortée par son compagnon, le compositeur français Jean-Michel Jarre. La modération a été confiée à Pierre Haski, ancien correspondant de *Libération* en Chine, chroniqueur géopolitique sur France Inter et président de l'ONG Reporters sans frontières. La parole devrait être libre, mais tous s'en tiennent au discours balisé. Même l'écrivain Yu Hua, à la langue habituellement bien pendue, aligne des platitudes. Puis vient le tour de Cao Fei, 41 ans, une vidéaste, parmi les plus brillantes de sa génération, dont une œuvre prévue au Centre Pompidou Shanghai a été refusée par les autorités chinoises. Assise à la gauche du président, cette artiste énonce elle aussi des banalités. Macron s'impatiente. «*Pourquoi ne l'interrogez-vous pas sur la censure de son œuvre ?*», griffonne-t-il sur un bout de papier qu'il tend discrètement à Pierre Haski. La réponse, sur le même papier : «*Elle refuse*

d'en parler», informe Emmanuel Macron de la peur qu'inspire le régime autoritaire du président chinois Xi Jinping.

Plus tard dans la journée, le président français s'avance dans le parallélépipède sans charme, signé David Chipperfield, abritant le Centre Pompidou sur les berges du fleuve Huangpu. Dans son allocution, Macron fait du Cao Fei : pas un mot sur la «*censure*», qui a pourtant frappé trois œuvres de l'accrochage inaugural. Avec un sens consommé de la litote, après s'être félicité de la «*coopération de plus en plus sûre entre la Chine et la France*» il évoque «*des moments où créer sera difficile*», «*des œuvres qui seront difficiles à montrer plus que d'autres*». Voici la doctrine de la France : il faut faire avec les contraintes, pratiquer «*l'art de l'esquive*». «*C'est ainsi*», dit-il.

Un an plus tard, la difficulté a surgi là où on ne l'attendait pas, non pas à Shanghai, mais à Nantes. Le 12 octobre, le directeur du château des ducs de Bretagne, qui avait cru pouvoir faire chauffer la billetterie en 2021 avec l'exposition consacrée à Gengis Khan, annonce que ○○○

Texte Roxana AZIMI
Illustrations Ricardo SANTOS

FRANCE-CHINE, L'ART DE LA CONCESSION.

L'annulation de l'exposition sur Gengis Khan, qui aurait dû débiter à Nantes le 12 octobre, est une exception. Désireux de rester les partenaires culturels privilégiés de la Chine, les musées français s'ingénient à ne pas heurter la susceptibilité d'un pouvoir chinois prompt à la censure. Une complaisance dérangeante vis-à-vis d'un régime toujours plus autoritaire.

○○ tout est annulé. Trois ans de travail, pour rien. Autour de la figure du conquérant, la collaboration avec le Musée de la Mongolie intérieure à Hohhot, en Chine, s'était pourtant déroulée sans accroc et le prêt de 224 objets était considéré comme acquis. Jusqu'au mois de juillet... Par écrit, le « partenaire » chinois exige alors que trois mots-clés soient retirés non seulement du titre, mais de l'intégralité de la communication : « Gengis Khan », « empire » et « mongol ». Rien que cela ! Bertrand Guillet sait que cette censure survient à un moment d'extrême tension en Chine, alors que des parents d'élèves manifestent en Mongolie intérieure face à l'enseignement accru du chinois au détriment du mongol. Mais, diplomate et optimiste, il pense encore pouvoir argumenter. En août, cependant, le nouveau contrat rédigé par le musée chinois exige une refonte totale du catalogue et du synopsis de l'exposition. « Ils voulaient écrire un tout autre roman de la Chine, gommer l'histoire mongole », rapporte, excédé, Bertrand Guillet, avant de lâcher : « Il était hors de question de se voir imposer une écriture à rebours de nos valeurs ! »

Mais cette position, qui vaut pour un partenariat avec la Chine en France, s'avère beaucoup plus difficile à tenir là-bas. « L'art de l'esquive » réclamé par le président Macron a ainsi tout d'un art d'équilibriste. Et les musées français sont en première ligne, poussés par leur ambition culturelle et lestés par les considérations politiques. La « diplomatie des musées » consiste à exporter la culture française jusque dans des pays où les droits de l'homme sont régulièrement bafoués. Mais en Chine, avec le durcissement du régime, c'est devenu une gageure. À Hongkong s'impose une loi sur la sécurité nationale, tandis que les tensions sont vives au Tibet comme avec Taïwan. La presse est muselée, tout comme les réseaux sociaux. Les révélations se succèdent sur le sort de la minorité musulmane ouïgoure, qui subit une politique d'internement et d'endoctrinement massif. D'après un sondage du centre de recherches Pew publié le 6 octobre, l'image de la Chine s'est nettement détériorée dans de nombreux pays occidentaux.

Cela n'empêche pas le Centre Pompidou, qui a noué un contrat de

cinq ans avec la société d'aménagement publique chinoise West Bund Development Group, d'ouvrir le 12 novembre à Shanghai, si tout va bien, sa nouvelle exposition autour du « design et du merveilleux ». Une ambition matinée de prudence : les objets fonctionnels sont rarement frappés par la censure. L'institution parisienne n'est pas la seule à se positionner sur ce terrain. Partout dans le monde muséal hexagonal, on regarde vers la Chine. La Fondation Cartier projette deux nouvelles expositions au Power Station of Art, après celle, spectaculaire, de sa collection en 2018. Le Musée Rodin, dont le projet d'installation dans un bâtiment de

présidentielle, c'est qu'elle ne veut surtout pas laisser le terrain aux autres. De notoriété publique, les Britanniques sont sur la brèche : la Tate prépare un projet d'implantation à Pudong, tandis que le Victoria & Albert Museum a pris pied dans un espace modeste à Shenzhen. À Shanghai, un accord a aussi été conclu entre le Lacma de Los Angeles et le Yuz Museum, propriété du collectionneur Budi Tek, enrichi dans l'industrie du poulet. « Il ne faut pas renoncer ! » s'exclame le conseiller culturel de l'ambassade de France à Pékin, Mikaël Hautchamp, à la manœuvre depuis un an. *Plutôt qu'abandonner le terrain, mieux vaut mettre en avant le*

1,4 milliard d'humains d'œuvres que les musées français estiment « émancipatrices ». « Notre présence les reconforte », veut croire Bernard Blistène, directeur du Musée national d'art moderne au Centre Pompidou. D'ailleurs, les Chinois eux-mêmes en redemanderaient. Si l'accord du Centre Pompidou Shanghai a été décroché à l'arraché par l'Élysée, lors du premier voyage officiel d'Emmanuel Macron en Chine, en 2018, les autres projets sont nés à l'initiative d'acteurs privés chinois. En un mot, « les Chinois aiment la France, son luxe, ses alcools et son art », résume le commissaire d'exposition Jérôme Sans, fin connaisseur du pays.

PAS QUESTION DE COUPER LES PONTS AVEC UNE TELLE PUISSANCE ÉCONOMIQUE, SEUL PAYS AFFICHANT UNE CROISSANCE POSITIVE EN 2020. « LA CHINE EST TROP PUISSANTE POUR QU'ON LUI TOURNE LE DOS. »

SERGE LASVIGNES, PRÉSIDENT DU CENTRE POMPIDOU

15 000 mètres carrés à Shenzhen a capoté pendant le confinement, cherche un autre point d'ancrage. La Fondation Giacometti et le Musée national Picasso-Paris finalisent quant à eux un projet commun, The Cube, qui doit voir le jour en 2021. Ce sobre bâtiment, qui sera érigé par le studio Pei-Zhu au cœur du 798 – une ancienne zone militaire devenue un quartier artistique à Pékin –, doit abriter pendant cinq ans des œuvres issues de leurs deux collections. Premier partenaire culturel de la Chine depuis les expositions lancées dans les années 1980, après l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, la France entend bien le rester et organiser, comme prévu, en 2021 l'année du tourisme culturel franco-chinois. Si la France est autant à l'offensive et pratique autant « l'esquive »

travail de nos artistes français, quitte à ne pas savoir à l'avance si l'autorisation administrative sera donnée. C'est un combat de tous les jours. « Avec le développement du nationalisme, peut-être qu'on ne pourrait plus ouvrir le Centre Pompidou à Shanghai aujourd'hui, se défend Serge Lasvignes, président du Centre Pompidou. *Raison de plus pour ne pas s'en aller !* »

Pour cette croisade sans succès garanti, l'argumentaire universaliste sert à mobiliser les troupes. Hors de question, récitent tous les grands administrateurs de la culture, d'abandonner la société civile chinoise à ses dirigeants. « S'il y a un domaine qui peut tenir quand tout le reste s'effrite, c'est la culture », plaide Catherine Grenier, directrice de la Fondation Giacometti. Impossible de priver

Cependant tous l'admettent : pas question de couper les ponts avec une telle puissance économique, seul pays affichant une croissance positive en 2020. « La Chine est trop puissante pour qu'on lui tourne le dos », concède ainsi Serge Lasvignes. Catherine Chevillot, directrice du Musée Rodin, le dit sans fausse pudeur : l'accord avec une collectivité chinoise « pourrait rapporter beaucoup d'argent ». L'équilibre financier de son établissement, qui ne perçoit aucune subvention publique, repose pour partie sur la vente des éditions des sculptures de Rodin, tirées à douze exemplaires dans les moules d'origine que le sculpteur a légués à cet effet à sa mort, en 1917. Or celles-ci ont été achetées partout dans le monde, mais aucune pièce n'a été vendue à l'un des 5 350 musées



Illustration Ricardo Santos à partir des photos de Yiyang Liu/The New York Times-Redux-REA, Lionel Préau/Riva Press, Hector Retamal/Pool/AFP, SuperStock/Leemage

qui ont bourgeonné ces dix dernières années en Chine. Pourtant, les revenus générés par l'exportation de la culture française en Chine depuis l'an 2000 apparaissent très faibles. Le Centre Pompidou ne récolte que 2,75 millions d'euros par an, pendant cinq ans, soit autant que ce que lui rapporte son antenne espagnole de Malaga, ville moyenne de la Costa del Sol. Autre comparaison : jugée problématique du point de vue des droits de l'homme, l'implantation d'une antenne du Louvre à Abou Dhabi a été négociée 1 milliard d'euros en 2007. Pas de jackpot à espérer non plus pour le moment des expositions itinérantes. Les trois étapes chinoises de l'exposition « De Monet à Soulages », organisée par le Musée d'art moderne et contemporain de Saint-Étienne, ont permis de

récolter 250 000 euros environ, et la collection concoctée par Paris Musées, qui chapeaute quatorze établissements parisiens, a rapporté autour de 150 000 euros à chaque escale de son voyage. Soit presque moitié moins que des expositions du même ordre vendues au Japon, où chaque événement attire près de 800 000 visiteurs – contre une moyenne de 300 000 en Chine. Ces opérations sont toutefois rentables à long terme. Elles offrent une occasion d'occuper le terrain l'air de ne pas y toucher, de tisser un réseau avec des acteurs économiques puissants et de susciter un « désir de France » auprès des futurs touristes chinois. « Une exposition Picasso ne fait pas vendre des Airbus, mais c'est bon pour notre image, et par ricochet pour certaines activités comme l'architecture », décrypte

Robert Lacombe, ancien conseiller culturel de l'ambassade de France en Chine. Ainsi, d'après l'AFEX, l'association qui œuvre à la promotion de l'architecture tricolore dans le monde, 50 % des projets des architectes français à l'étranger se montent en Chine. Et puis l'argent n'est pas tout. Pour Robert Lacombe, le *soft power* français, c'est aussi « le pari que ceux qui sont actuellement au pouvoir n'y seront pas éternellement ». Pari audacieux qui suppose entre-temps d'avaler de très grosses couleuvres. Et de subir au passage quelques camouflés. En novembre 2019, Xi Jinping n'a pas assisté à l'inauguration du Centre Pompidou. Aucun gradé du régime n'était d'ailleurs présent au vernissage. Le message est clair : les idées et les valeurs du musée français ne sont pas

oo tenues en grande estime en haut lieu. Un an plus tôt, cette fois au centre d'art contemporain UCCA à Pékin, l'exposition « L'art c'est vous ! Les années 68 en France », qui devait être l'un des clous du festival pluridisciplinaire franco-chinois Croisements sous le commissariat d'Eric de Chassey, a été interdite par les autorités chinoises deux jours avant le vernissage, alors même que la liste des œuvres avait été validée au préalable...

CAR éviter les difficultés avec le partenaire chinois nécessite de se plier à nombre d'interdits : la nudité, la figure de Mao, le Tibet. Et, bien sûr, Taïwan. Le couperet frapperait d'emblée un événement où serait accrochée une carte de la Chine omettant l'« île renégate ». Un tabou qui n'empêche toutefois pas les Français de mener une politique d'échanges culturels très soutenue avec Taïwan. L'arbitraire peut frapper n'importe où, à tout moment. « Chaque fonctionnaire applique les règles selon son interprétation, son niveau intellectuel et son degré de courage », admet Robert Lacombe. Il faut, selon lui, savoir montrer patte blanche, « parler six mois avant avec les censeurs, être pédagogue, ne pas les prendre de haut au dernier moment ». Si le festival de photographie de Lianzhou a régulièrement été censuré, la boutique des Rencontres d'Arles, lancées depuis 2015 dans un quartier d'affaires de Xiamen, a ainsi réussi à prendre sans rogner sur la qualité. Une performance osée de l'artiste Steven Cohen a même réussi à passer sous les radars à Shanghai en 2019. Un acteur local l'admet : « Il faut faire du façadisme. Du moment que les apparences sont sauvées, on peut s'en sortir. Personne n'est dupe, à commencer par les Chinois. » Exemple ? En dépit du profond climat anti-américain actuel, l'UCCA compte, en 2021, inaugurer son nouvel espace de Shanghai avec une exposition du plus yankee – et capitaliste – des artistes américains, Andy Warhol.

« On va le présenter comme un grand maître de l'histoire de l'art », indique son directeur, Philip Tinari. Pour réduire les risques d'entrave, mieux vaut contourner Pékin, siège du pouvoir central, lequel a l'art dans le collimateur, et lui préférer Shanghai, vitrine un peu plus

libérale, ou plus encore les villes secondaires très argentées comme Chengdu. Le projet d'une exposition du château de Versailles, qui doit mêler collections française et chinoise dans un lieu hautement symbolique, la Cité interdite, serait ainsi très surveillé. « Il y a des choses qui tanguent, des sources d'inquiétude », admet un proche du dossier, rappelant la difficulté à « trouver un discours sur lequel tout le monde tombe d'accord ». Renoncer à la capitale chinoise, c'est toutefois s'éloigner du cœur battant de l'art, du lieu où réside la majorité des artistes. Quand ils n'ont pas fui le pays.

« LES MUSÉES OCCIDENTAUX NE SE RENDENT PAS COMPTE QUE LA CHINE ACCEPTE LEURS ŒUVRES COMME AUTREFOIS LES EMPEREURS EXHIBAIENT LES CADEAUX DIPLOMATIQUES, POUR MONTRER LEUR POUVOIR, LEUR CAPACITÉ À ATTIRER LE MEILLEUR DE L'OCCIDENT TOUT EN LE MÉPRISANT. »

WANG KEPING, SCULPTEUR CHINOIS INSTALLÉ EN FRANCE

Depuis Cambridge, où il a posé ses valises en début d'année, l'artiste chinois Ai Weiwei, 63 ans, fustige les petits accommodements auxquels se livrent les musées occidentaux. « L'Occident n'a pas compris que la Chine peut survivre sans aucun échange culturel, elle l'a montré par le passé », lâche le célèbre dissident. Emprisonné durant 81 jours dans les geôles de Pékin en 2011, Ai Weiwei n'a pu récupérer son passeport que quatre ans plus tard, avant de s'exiler en Europe, d'abord à Berlin, puis en Grande-Bretagne. « En ne défendant pas la liberté, poursuit-il, les institutions occidentales non seulement abaissent leurs principes, mais détruisent aussi la valeur même de leurs œuvres. C'est une insulte à leurs collections dans leur ensemble. » Pis, un « aveu de

faiblesse » qui permet à la « Chine de devenir plus forte, plus arrogante et plus agressive » que jamais.

Dans son grand atelier de Vitry-sur-Seine, près de Paris, où s'alignent des sculptures en bois noirci au chalumeau, son aîné et ami Wang Keping abonde. « Les musées occidentaux ne se rendent pas compte que la Chine accepte leurs œuvres, comme autrefois les empereurs exhibaient les cadeaux diplomatiques, pour montrer leur pouvoir, leur capacité à attirer le meilleur de l'Occident tout en le méprisant », explique ce cofondateur des Étoiles – collectif artistique d'avant-

Shanghai les artistes chinois de France, il accepte d'y figurer, sans trop y croire. Le temps passe, puis, en avril 2019, un courriel émanant du musée français lui signale que cette exposition a finalement été repoussée « pour éviter la confusion et l'effet de redondance ».

Wang Keping lit entre les lignes : le sujet risque de froisser le partenaire chinois. « La France est trop complaisante avec la Chine », murmure cet esprit libre. Le 8 octobre, il a inauguré l'installation de la *Chaise vide de la Liberté*, au Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes. Depuis trois ans, il espère

trouver un lieu permanent pour cette sculpture haute de trois mètres réalisée en hommage à l'écrivain Lu Xiaobo, Prix Nobel de la paix mort en détention en 2017. Lors de la cérémonie, qui réunissait de nombreux militants des droits de l'homme sous les frondaisons de l'automne, François Croquette, l'ambassadeur pour les droits de l'homme, regrettera l'absence « de presque tous les représentants officiels, de tout élu de la République », accusant implicitement de nombreuses personnalités de la culture de frilosité à l'égard de la Chine. Car, sans forcément se soumettre à la censure chinoise, les autorités culturelles françaises peinent souvent à prendre officiellement position pour sa contre-culture ou à la défendre. Une version très subtile de « l'art de l'esquive ». (M)